

COMMUNIQUE

L'École de la République offerte au patronat

Aujourd'hui, l'école est attaquée de toute part et en Essonne en particulier au niveau de l'enseignement professionnel, comme à Polytechnique.

L'implantation, annoncée, de LVMH au sein de Polytechnique s'inscrit totalement dans ce programme qui consiste à offrir de la main d'œuvre aux entreprises. Les partenariats public/privé n'ont rien de gratuit et les entreprises y trouvent un intérêt pour mieux formater leurs futurs hypothétiques salariés au lieu de les former plus généralement.

C'est aussi le cas des CFA, Faculté des Métiers, et autres qui prônent avant tout l'alternance avec une présence forte en entreprise. Là aussi, formater plutôt que former avec une perte énorme sur l'enseignement général.

Manifestement cela n'est pas suffisant. Pour l'enseignement professionnel, le Président de la République vient de lancer une nouvelle réforme de la voie professionnelle visant à redonner aux patrons la main sur les formations et sur l'existence des diplômes. Aucune des mesures annoncées par M. Macron ne va dans le sens de l'intérêt des élèves, comme des professeurs. Tout au contraire, ce projet menace très gravement l'avenir des jeunes de la voie professionnelle. En :

- Renforçant l'autonomie des établissements, pour une meilleure adaptation aux besoins locaux, des bassins d'emplois avec pour conséquence la limitation à l'accès des emplois qualifiés sur tout le territoire national.
- Offrant la présidence des Conseil d'Administration des Lycées pro aux « principaux employeurs de la région »,
- Allongeant de 50% la durée des périodes de formation en milieu professionnel et par conséquent en diminuant l'enseignement général,
- Payant les élèves avec les deniers de l'Etat (nos impôts) pour offrir une main d'œuvre gratuite aux employeurs,
- Supprimant, finalement, des postes de professeurs de lycées pro...



Pour l'Union Départementale FO de l'Essonne, l'argent public doit rester pour l'Ecole Publique, celle qui doit assurer un même accès à tous à l'instruction sur tout le territoire national.

Les élèves, futurs salariés, n'ont pas besoin de plus d'entreprise (ils ont le temps), ils ont besoin de plus d'école, plus de culture et de connaissance pour faire face aux difficultés de la vie.

En Essonne défendons nos nombreux lycées professionnels en nous mobilisant.

C'est pourquoi l'UD FO 91 appelle à participer à la manifestation nationale à Paris le samedi 19 novembre après-midi, en direction du ministère, contre la destruction de l'enseignement professionnel public et pour exiger l'abandon de cette réforme.

Nous vous invitons à vous associer à cette revendication pour venir marcher avec nous (rendez-vous Place Le Corbusier (Métro Sèvres-Babylone) à 14h00).

Evry-Courcouronnes, le 17 novembre 2022